

XIV^{ème} CONGRÈS DE LA C.G.T.-F.O: PAS DE RECENTRAGE...

N'en déplaise à certains journalistes, un congrès confédéral de la CG.T.F.O. n'est pas une manifestation folklorique.

Les trois mille militants réunis à Bordeaux du 17 au 20 juin ont réaffirmé leur accord avec «*l'essentiel*» des positions confédérales.

La C.G.T.F.O. a dit Bergeron, n'a pas besoin de se recentrer. Tout au plus était-il nécessaire de préciser certaines de nos positions. Ce fut le travail des commissions et il suffit de lire attentivement les résolutions votées pour constater le sérieux des travaux de ce XIV^{ème} congrès. Nous publions, par ailleurs, de larges extraits de ces résolutions qui, pour trois ans, vont constituer la loi de notre organisation. Dans le cadre nécessaire restreint de cet article, je me bornerai donc à mettre en évidence les passages essentiels.

Résolution sur l'Économie: «*Le congrès réaffirme son opposition à toute politique des revenus qui n'est rien d'autre qu'une police des salaires*»...

Résolution Éducation-Formation: «*Une priorité absolue doit être donnée au renforcement du service public de l'Éducation Nationale, seul garant de la laïcité à laquelle la CGTFO proclame son profond attachement. En conséquence, le congrès condamne tout détournement de fonds publics au profit des formations privées et patronales... Les conseils d'école menacent l'indépendance et la laïcité de l'enseignement. Refusant la perspective d'une école «autogérée» la C.G.T.F.O. demande la suppression de ces conseils*».

Résolution sociale: «*Le congrès exige la suppression des horaires d'équivalence et revendique la réduction effective de la durée hebdomadaire du travail et rappelle la priorité qu'a donné la C.G.T.F.O. à l'institution généralisée de la 5^{ème} semaine de congés payés sans contrepartie... Le XIV^{ème} Congrès de la C.G.T.F.O. exige que des mesures conventionnelles (dans le cadre de l'accord du 16 mars 1979) et légales soient prises afin d'assurer à ces chômeurs des ressources et une couverture sociale aussi longtemps que de besoin*».

Résolution Prévoyance sociale: «*La C.G.T. FORCE-OUVRIERE considérant que la santé ne saurait être une marchandise quelconque, estime que l'on ne peut partager les préoccupations du patronat et du Gouvernement qui viseraient à diminuer les coûts de soins au détriment de leur qualité*».

Comme on peut s'en rendre compte à la lecture de ces courts extraits, notre XIV^{ème} Congrès situe ses préoccupations au centre même des problèmes auxquels la classe ouvrière est actuellement confrontée.

Mais il ne suffit pas de prendre une juste mesure de la situation et présenter des revendications correspondant aux intérêts ouvriers. Encore faut-il préserver l'outil, seul capable de faire aboutir les revendications, c'est-à-dire le syndicat véritablement indépendant de l'État, du Patronat, des partis et des Églises. C'est ce que proclame sans aucune ambiguïté la «*déclaration*» adoptée par notre congrès que nous publions intégralement en page 6.

Enfin, et il faut le souligner, ce congrès marque une étape importante de la vie de notre organisation et ceci est d'autant plus réconfortant que nous sommes dans une période de crise qui n'est pas sans rappeler celles des années 30.

Or, dans une période de crise, le danger fasciste reparaît, même si, pour des raisons évidentes, le mot lui-même est gommé.

Le fascisme a toujours recruté ses troupes dans la petite bourgeoisie.

Au moment où à Nantes, une bande d'énergumènes «*de gauche*» organisée en commando, troublait l'ordre et l'harmonie d'une réunion en tentant d'imposer leur loi (celle du milieu) par le chantage et l'intimidation.

Au moment où à Nantes, les dirigeants de la presse locale décident froidement le boycott de nos syndicats et de leurs militants accusés d'irrespect.

Au moment où partout en France et dans le monde on assiste à une recrudescence du fanatisme et de l'intolérance, il était nécessaire que l'ensemble des militants ouvriers de la C.G.T.F.O. se rassemblent pour défendre l'indépendance du mouvement syndical et, par là même, affirmer leur volonté de défendre les libertés démocratiques.

Mais rassembler les militants ouvriers signifiait marginaliser et atomiser les quelques représentants, égarés dans nos rangs, de la petite bourgeoisie rocardienne.

Tâche désagréable mais nécessaire... Elle a été menée à bien!

Alexandre HÉBERT.
